

Interview Ukraine

JOL Press

27 février 2014

Marie Slavicek

1 - La Russie a décidé de renforcer la protection de sa flotte basée en Crimée, république autonome russophone dans le sud de l'Ukraine en proie à des tensions séparatistes. "Nous étudions attentivement ce qui se passe en Crimée", a déclaré le ministre de la Défense russe Sergueï Choïgou. Assiste-t-on à une internationalisation de la crise ukrainienne ?

Dans cette affaire, la politique russe n'est pas en situation d'observateur mais elle est partie prenante. Il y a des années que les dirigeants russes « jouent » sur les populations russes et russophones de Crimée, seule partie du territoire ukrainien où elles sont majoritaires (60% de la population de Crimée ; 80% à Sébastopol), pour exercer des pressions sur les différents gouvernements ukrainiens. C'est un levier de pouvoir. Lors d'un sommet de l'OTAN auquel il avait été convié, à Bucarest, au printemps 2008, Vladimir Poutine avait violemment remis en cause les frontières internationalement reconnues de l'Ukraine. Pour dissuader l'OTAN et ses Etats membres d'accorder un plan de pré-adhésion à Kiev, et parallèlement à la Géorgie, il n'hésitait pas alors à laisser planer la menace d'une remise en cause des frontières ukrainiennes. Ce révisionnisme géopolitique russe et la volonté de prendre une revanche sur la victoire des démocraties occidentales, victoire emportée à l'issue de la Guerre froide, sont particulièrement dangereux.

Dès le départ des événements, l'internationalisation de la crise ukrainienne est patente. Lorsque Viktor Ianoukovitch et le gouvernement ukrainien ont laissé penser qu'ils étaient prêts à signer un accord d'association avec l'UE, le pouvoir russe a fait pression sur Kiev. Au cours de l'été 2013, il a amorcé une guerre commerciale à l'encontre de l'Ukraine, ce qui a fait chuter les exportations de ce pays et provoqué une poussée de chômage dans les régions industrielles de l'Est. Ensuite, à plusieurs reprises, Poutine a rencontré Ianoukovitch, alternant la menace de rétorsions supplémentaires et la promesse d'une aide financière. L'objectif était de surenchérir sur les propositions de l'UE, afin d'empêcher tout rapprochement entre Kiev et Bruxelles. Au-delà l'idée était de faire entrer l'Ukraine dans l'Union douanière Russie-Biélorussie-Kazakhstan, cette structure étant le socle d'une future Union eurasiennne. Ladite union est pensée comme la reconstitution d'un bloc de puissance dans l'aire post-soviétique, une force d'opposition à l'encontre de l'Europe et, plus largement, de l'Occident. Si l'insurrection civique ukrainienne a ses ressorts dans la situation intérieure – corruption et népotisme, « poutinisation » du régime et répression sanglante -, les événements ukrainiens ont eu de suite une dimension internationale.

2 - Pourquoi la Russie se décide-t-elle maintenant à interférer dans les affaires ukrainiennes ? Peut-on craindre une nouvelle guerre de Crimée ?

La Russie interfère depuis le début dans les affaires ukrainiennes. En fait, le pouvoir russe considère que l'Ukraine est une « petite Russie » et que l'héritage de la *Rus* de Kiev - la principauté slave-orientale du Moyen-Âge - n'est pas à Kiev, mais à Moscou. Et peu importe que la principauté de Moscou n'ait que tardivement porté le nom de Russie, ou que le grand prince de Moscovie ait été le collecteur du tribut dû au Grand Khan, celui-là même qui avait détruit de fond en comble Kiev (1240). Dès lors, l'Ukraine est vue comme l'objet de la Russie, et tous ceux qui n'entérinent pas le discours russe sont accusés d'ingérence dans les affaires intérieures de l'Ukraine (comprenez la Russie). Aussi faut-il rappeler que l'Ukraine est un Etat pleinement souverain, sujet du droit international et membre de l'ONU. Rappelons à ce propos que Staline avait insisté pour l'Ukraine, comme la Biélorussie, disposent d'un siège à l'ONU, en tant que membre de plein droit. Depuis, la fiction est devenue réalité mais le pouvoir russe a adopté une autre fiction : l'Ukraine ne serait pas un « vrai » Etat mais un satellite de la Russie.

Depuis 1991, année de dislocation de l'URSS, ces idées et représentations géopolitiques russes ont des effets concrets sur le terrain. Fin 2004, début 2005, cette lourde ingérence russe dans les affaires intérieures ukrainiennes est à l'origine de la « révolution orange ». Pour contrebalancer ces ingérences russes, assorties de menaces ouvertes lorsque la partie ukrainienne se rebiffe, Kiev cherche des garanties de sécurité à l'Ouest, d'où l'intérêt pour l'UE et l'OTAN (notons à ce propos que la chose a commencé avant la « révolution orange »). L'enjeu, pour les Ukrainiens, est aussi d'ouvrir la possibilité d'un autre avenir et de réformer en profondeur le pays, afin d'échapper aux méfaits de la corruption et du népotisme. Lorsqu'en 2009-2010, le Parti des régions et Ianoukovitch sont revenus au pouvoir, non sans malversations électorales par ailleurs, les équilibres se sont déplacés dans le sens de la Russie et l'ingérence, à tous les niveaux, est devenue systématique.

La situation n'a que peu à voir avec la guerre de Crimée (1853-1856), celle-ci naissant d'une guerre entre l'Empire russe et l'Empire ottoman, l'intervention franco-britannique aux côtés des Ottomans ayant pour double objectif de maintenir les équilibres de puissance et d'empêcher la Russie de se saisir des détroits turcs (Bosphore et Dardanelles). Présentement, le conflit géopolitique qui émerge porte sur la Crimée, une péninsule de la mer Noire prise aux Tatars sous Catherine II (1774), celle-ci y faisant construire le port de guerre de Sébastopol (1783). Sébastopol était le point d'ancrage à partir duquel se développait la stratégie dite des « mers chaudes ». Bien plus tard, sous Khrouchtchev, la Crimée est passée de la république fédérative de Russie à celle d'Ukraine, dans le cadre unitaire de l'URSS (1954), à l'occasion du 300^e anniversaire de rattachement de l'Ukraine orientale à la Russie. Depuis la dislocation de l'URSS, le pouvoir russe revient régulièrement sur la

question et il ne semble pas vouloir se contenter de louer la base navale de Sébastopol. Faute de contrôler l'Ukraine dans son intégralité, Poutine n'hésitera pas à attiser les conflits locaux, à les instrumentaliser contre Kiev, de manière à s'assurer le contrôle de la péninsule. S'il dispose de 14 000 hommes sur place, on peut penser qu'il privilégiera des manœuvres indirectes de déstabilisation.

3 - De brefs affrontements ont opposé mercredi après-midi des manifestants pro-russes et des partisans des nouvelles autorités ukrainiennes à Simféropol, la capitale de la Crimée. Les pro-russes réclament la tenue d'un référendum sur le statut de la Crimée. Doit-on y voir une réelle envie de retourner dans le giron russe ? A l'inverse, doit-on simplement y voir la crainte du désordre qui secoue le pays et Kiev plus particulièrement ?

Indubitablement, les pro-russes veulent rattacher la Crimée à la Russie et ils bénéficient d'appuis en Russie même, jusqu'au sommet du pouvoir. Pour le Kremlin, répétons-le, c'est un levier de pouvoir vis-à-vis de Kiev. De surcroît, il ne s'agit pas d'une simple instrumentalisation, visant à accroître le pouvoir de négociation de Moscou. La Crimée est un enjeu territorial, tant sur le plan des symboles (le passé et le présent russe de la péninsule) que sur le plan géostratégique (la base navale de Sébastopol). Au-delà, il y a un projet géopolitique : révision des frontières de la Russie, reprise de contrôle de l'aire post-soviétique dans le cadre de l'Union eurasiennne, puissance planétaire. Dans les cercles de pouvoir, l'idéologie de la « *derjava* », c'est-à-dire de la puissance étatique et militaire, est très prégnante. Les mœurs politiques des hommes au pouvoir, les « *siloviki* », sont très tchékistes.

Il reste à savoir si les aspirations des populations locales, au-delà des activistes et agitateurs pro-russes, coïncident avec les vues du Kremlin et des organisations sécessionnistes. Les affrontements de Simferopol montrent qu'il y a aussi des partisans du nouveau gouvernement en Crimée. Cela dit, le fait démographique russe en Crimée est lourd et la population est sous l'emprise d'une propagande qui renoue avec la logomachie bolchévique. Elle dénonce le « fascisme » et le « nazisme » censés régner à Kiev. Sur un plan plus général, les Occidentaux n'ont pas voulu voir ce qu'impliquait la réhabilitation de Staline. Le néo-stalinisme n'est pas une vue de l'esprit et il a des effets pratiques, à l'intérieur comme à l'extérieur (contrôle social appesanti et volonté de revenir aux frontières antérieures).

A certains égards, le discours russe est surréaliste mais la compréhension des situations géopolitiques exige l'analyse des représentations géopolitiques les plus folles. Il reviendra au futur gouvernement ukrainien de désamorcer ce conflit intérieur et de prendre en compte les particularités de la Crimée. La tâche n'est pas aisée et le Kremlin ne facilitera pas la chose. Ne doutons pas de la volonté russe de conserver, indirectement à tout le moins, le contrôle de la Crimée. La crise qui se noue autour de la Crimée n'est pas une simple affaire d'incompréhension et de mésinterprétation, le tout devant être traité par une forme de management de

psychothérapeutique ainsi que des ajustements réciproques. Nos sens ne nous trompent pas : il y a bien un conflit géopolitique autour de Sébastopol et de la Crimée, plus largement entre l'Ouest et la Russie. Les racines de ce conflit sont longues et multiples. L'enjeu est d'éviter une escalade mais ce n'est pas en niant la réalité ou en détournant le regard que nous y parviendrons.

4 - Sans parler de rattachement à la Russie, la sécession et la création d'un nouvel Etat totalement autonome est-elle envisageable ?

Cette possibilité doit l'être car il faut toujours envisager le pire pour qu'il n'advienne pas. De surcroît, il y a le précédent des conflits dits « gelés » et des « Etats *de facto* », soutenus par la Russie dans l'aire post-soviétique. Songeons à la Transnistrie, en Moldavie, entité sécessionniste protégée par Moscou et l'armée russe présente sur place, ou encore à l'Abkhazie et à l'Ossétie du Sud, ôtées par la force armée à la Géorgie et érigées en pseudo-Etats. La reconnaissance unilatérale par la Russie de ces deux entités sécessionnistes, une décision qui n'a pas été suivie par ses alliés et partenaires les plus proches, est intervenue immédiatement après la guerre de Géorgie, le 26 août 2008. De suite, les « frontières » de ces deux entités ont été confiées à la Russie et des bases lui ont été ouvertes, avec un bail de 49 ans.

Le précédent géorgien doit être médité car il constitue une sorte de « modèle ». Lorsqu'un premier conflit géorgien a éclaté, au début des années 1990, la Russie s'est posée en juge de paix, tout en y intervenant activement, avec l'envoi de « volontaires » et d'unités cosaques, renforcées par des combattants nord-caucasiens qui venaient prêter main forte aux musulmans d'Abkhazie, au nom de l'Islam. Une fois l'Abkhazie et l'Ossétie hors de contrôle de Tbilissi, la Russie a imposé un cessez-le-feu, sans permettre le retour sur leurs terres natales des quelque 250 000 Géorgiens qui ont été les victimes d'un véritable nettoyage ethnique. Contre la promesse de travailler à la réunification, Moscou a obtenu l'entrée de la Géorgie dans la Communauté des Etats indépendants (CEI), la dite « communauté » étant la première esquisse d'un « étranger proche » sous domination russe. Dans les faits, la Russie a figé la situation géorgienne pendant une quinzaine d'années, tout en soutenant les milices locales, en distribuant des passeports russes aux Abkhazes et Sud-Ossètes, et en renforçant son implantation. La guerre russo-géorgienne d'août 2008 a parachevé le processus. En fait d'indépendance, ces deux entités sécessionnistes sont l'objet d'une annexion *de facto*. Tout en refusant d'entériner le fait accompli, les Occidentaux ont détourné le regard et n'ont eu que le terme de « *reset* » à la bouche.

Il faut conserver à l'esprit ce précédent. Le pouvoir russe entend revenir sur la situation générée par la défaite soviétique dans la Guerre froide et la dislocation de l'URSS. Plus largement, il veut rassembler un maximum d'Etats post-soviétiques au sein de l'Union eurasienne, reconstituer une force d'opposition à l'Occident et se

poser comme tierce puissance sur le plan international. Dans ce schéma général, l'UE constitue un obstacle, voire un adversaire géopolitique, en tant que regroupement d'Etats européens et puissance virtuelle, et sur le plan des principes d'organisation qui sont les siens (Etats de droit et libertés fondamentales, démocratie libérale et économie de marché). La « Grande Europe » à laquelle se réfère la propagande russe ne serait que le retour aux jeux d'alliances et de contre-alliances entre pays européens. Dans une Europe fragmentée, le différentiel de puissance est censé jouer au profit d'une « Russie-Eurasie », plus encore si elle parvenait à reconstituer un *ersatz* d'Union soviétique. C'est en ces termes que Poutine et les dirigeants russes voient le monde et y agissent. Il faut donc être lucide : ce n'est pas la sempiternelle référence aux jeux « gagnant-gagnant » qui désarmera le révisionnisme géopolitique du Kremlin.

Jean-Sylvestre Mongrenier

Chercheur associé à l'Institut Thomas More